

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 29 avril 2019**

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 16

Objet de la délibération : Environnement  
Energie - Chambre d'agriculture des  
Alpes-Maritimes - Convention  
d'application 2019

- ☒ Original  
☐ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

L'an deux mil dix neuf et le 29 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Jean-Bernard MION, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

**ABSENTS :**

Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Joseph LE CHAPELAIN

N° Enregistrement : BC.2019.061

Date de la convocation :

**Le 23/04/2019**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **07 MAI 2019**

de la réception s/Préfecture  
en date du **09 MAI 2019**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne PAVAN SAINTE

**Monsieur LOMBARDO,**

Par délibération du Conseil Communautaire n°CC.2018.138 du 28 juin 2018, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes ont renouvelé pour une période de 3 ans le partenariat engagé depuis 2015 en faveur de la dynamique agricole.

Dans le cadre de cette collaboration, la CASA et la Chambre d'Agriculture bénéficient de leurs expertises respectives et travaillent en complémentarité pour mener des projets de développement agricole.

Les axes de travail définis sont les suivants :

- Accompagnement des communes dans leurs projets d'installation agricole ;
- Appui à l'émergence et la mise en œuvre de projets collectifs.

Chaque année, une convention d'animation définit le programme d'actions relatif au soutien à l'agriculture et les modalités d'intervention des différents acteurs, en application de la convention cadre.

Pour 2019, cette convention a pour objet :

- de fixer le cadre d'animation applicable sur le territoire de la CASA en précisant les missions de la Chambre d'Agriculture et de la CASA ;
- d'identifier les moyens engagés ;
- de définir les modalités d'évaluation.

Les actions identifiées en 2019 sont les suivantes :

➤ **AXE 1 : Accompagnement des communes dans leurs projets d'installation agricole**

- Dresser et suivre un panorama global de l'agriculture du territoire, notamment par le biais d'indicateurs socio-économiques :
  - Suivre le tableau de bord économique sur les exploitations agricoles du territoire de la CASA.
- Apporter une expertise et une méthodologie de travail sur l'installation communale d'agriculteurs basée sur la coopération des différents partenaires :
  - Analyser succinctement le potentiel agronomique d'espaces préalablement à l'élaboration des PLU ;
  - Assister les communes dans leur projet de développement agricole par la réalisation de pré-études de faisabilité de projet ;
  - Accompagner les communes dans la phase opérationnelle du projet et assister les communes dans leurs projets d'aménagements agricoles et/ou de récréation d'espaces agricoles.

➤ **AXE 2 : Appui à l'émergence et la mise en œuvre de projets collectifs**

- Poursuivre les réflexions pour répondre aux attentes de solution en matière d'atelier de transformation des exploitations du territoire :
  - Approfondir les volumes de produits et déterminer un coût de transformation ;
  - Réaliser un état des lieux des ateliers de transformation existants sur les territoires de la CASA et de la CAPG (et plus largement du département).

Les coûts associés à la réalisation de ce programme sont répartis entre la Chambre d'Agriculture, la CASA et la CAPG.

Pour 2019, le budget prévisionnel du programme d'actions est fixé à 20 160 €, incluant une participation financière de la CASA de 10 080 €.

Vu la délibération n°CC.2014.005 du Conseil Communautaire du 14 avril 2014 par laquelle le Bureau Communautaire a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir ou à accorder ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les termes de la convention de participation financière de 2019 avec la Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes, dont le projet est joint en annexe ;



- d'autoriser le versement d'une subvention de 10 080 € à la Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes pour la réalisation du programme d'actions 2019 ; les crédits correspondants sont prévus au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-président délégué au développement rural et à l'agriculture à signer ladite convention d'animation ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-président délégué au développement rural et à l'agriculture à signer tout document relatif à la mise en œuvre du programme d'actions, à diligenter les procédures administratives nécessaires et à signer tous les actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver les termes de la convention de participation financière de 2019 avec la Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser le versement d'une subvention de 10 080 € à la Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes pour la réalisation du programme d'actions 2019 ; les crédits correspondants sont prévus au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-président délégué au développement rural et à l'agriculture à signer ladite convention d'animation ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-président délégué au développement rural et à l'agriculture à signer tout document relatif à la mise en œuvre du programme d'actions, à diligenter les procédures administratives nécessaires et à signer tous les actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 29 avril 2019  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,  
  
Le Président,

  
Jean LEONETTI

## CONVENTION D'ANIMATION

### Plan d'actions 2019

ENTRE

La Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes,  
Dont le siège social est sis :  
MIN Fleurs 17 – Box 85  
06296 NICE cedex 3  
Représentée par Monsieur Michel DESSUS, Président

***Ci-après désigné par « la Chambre d'agriculture »,***

ET

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social 449 route des Crêtes – Les Genêts – BP 43 – 06901 SOPHIA ANTIPOLIS représentée par Monsieur Gérald LOMBARDO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Président délégué au développement rural et à l'agriculture conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 29 avril 2019 ;

***Ci-après désignée CASA***

## EXPOSE DES MOTIFS

Le présent document complète la convention cadre de partenariat approuvée par délibération du Conseil Communautaire n°CC.2018.138 du 28 juin 2018 pour une durée de 3 ans qui présente les missions et les objectifs respectifs de la CASA et de la Chambre d'Agriculture en matière agricole.

Les deux partenaires se sont accordés sur le nécessité de promouvoir le développement d'une agriculture durable et performante sur le territoire, s'inscrivant dans la stratégie agricole CASA validée par délibération du Conseil Communautaire n°CC.2018.088 du 25 juin 2012.

Par ailleurs, l'animation territoriale étant à la base de l'émergence de projets et des dynamiques individuelles et collectives, une convention d'animation est réalisée annuellement en annexe de la convention cadre de partenariat.

Pour rappel, la convention cadre a pour objet :

- de définir les priorités et objectifs de travail en commun
- de préciser les modalités de mise en œuvre du partenariat et le calendrier
- d'identifier les moyens affectés
- d'identifier les modalités d'évaluation

Deux axes de travail ont été identifiés dans la convention cadre :

Axe 1 : Accompagnement des communes dans leurs projets d'installation agricole

Axe 2 : Appui à l'émergence et la mise en œuvre de projets collectifs.

Ce partenariat est engagé depuis 2015 et se poursuivra jusqu'en 2020.

Il s'agit de définir le programme d'actions et les modalités d'intervention de chacune des parties pour 2019.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention d'animation, prise en application de la convention cadre de partenariat, a pour objet :

- de définir un cadre d'animation sur le territoire de la CASA en précisant les missions de la Chambre d'agriculture et de la CASA
- d'identifier les moyens engagés
- d'identifier les modalités d'évaluation

### **Article 2 : REPARTITION DES MISSIONS EN FONCTION DES OBJECTIFS DU PARTENARIAT**

La convention va essentiellement porter sur l'accompagnement des communes dans leur projet d'installation agricole selon le programme et les objectifs suivants:

#### ➤ **AXE 1 : Accompagnement des communes dans leurs projets d'installation agricole**

- **Objectif 1** : Dresser et suivre un panorama global de l'agriculture du territoire, notamment par le biais d'indicateurs socio-économiques

**1.1. Suivre le tableau de bord économique sur les exploitations agricoles du territoire de la CASA** afin de mettre régulièrement à jour l'outil de suivi avec des indicateurs-clés représentatifs de l'activité agricole du territoire: nombre de sièges d'exploitations par commune, nombre d'installations et cessations d'activités, répartition du nombre d'exploitations par type d'activités.

Ces indicateurs chiffrés n'ayant pas été traités en 2017, pour répondre à une autre demande de la CASA, ils seront mis à jour également des données de l'année passée afin de suivre l'évolution de l'activité agricole locale.

Pour évaluer l'attractivité agricole du territoire, les intentions d'installations seront ajoutées à l'analyse.

Livrable:

*Tableau de bord annuel avec chiffres-clés de l'activité agricole de la CASA en format PDF*

Calendrier prévisionnel:

*Mars 2019*

- **Objectif 2: Apporter une expertise et une méthodologie de travail sur l'installation communale d'agriculteurs basée sur la coopération des différents partenaires**

**2.1. Analyser succinctement le potentiel agronomique d'espaces préalablement à l'élaboration des PLU**

L'objectif est d'accompagner les communes dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme en leur fournissant une analyse technique de la pertinence du classement de nouvelles zones agricoles au regard de leur potentiel agronomique existant.

Cette analyse comprend l'organisation d'une réunion avec la Mairie demanderesse pour définir précisément les attentes de cette étude, une visite sur site réalisée par les Ingénieurs agronomes de la Chambre d'Agriculture, et la rédaction d'un compte rendu d'analyse. Une présentation de l'étude sera réalisée auprès de l'ensemble des partenaires (Mairie, CASA) lors d'une réunion dédiée.

Objectif prévisionnel:

*2 dossiers à traiter en 2019 (dont Saint-Paul de Vence)*

Livrables:

*Compte rendu d'analyse du potentiel agronomique du site (transmission en format papier, numérique et données SIG)*

*Chaque étude communale devra être remise au préalable à la CASA avant transmission à la commune.*

**2.2. Assister les communes dans leur projet de développement agricole par la réalisation de pré-études de faisabilité de projet**

L'objectif est d'accompagner les communes dans l'émergence et la définition des projets et d'identifier leur pertinence par des pré-études de faisabilité co-conduites dans le respect du schéma de fonctionnement établi en 2015.

Afin de favoriser le développement agricole et économique du territoire, cette mission consistera en l'animation, le suivi et l'accompagnement des projets agricoles identifiés au niveau communal et communautaire.

Pour chaque projet qui s'avère réalisable, en accord avec les parties concernées, la Chambre d'agriculture aura une démarche d'accompagnement d'assistance technique plus poussée par la réalisation d'une phase études/expertises (*prise en charge à 100% dans le cadre du partenariat CASA-*

CA 06) qui consistera à un diagnostic du site et une proposition technique de projet d'exploitation (expertise technique du terrain, ou fiche technique du terrain,...) (phase 4 de cette méthodologie).

Objectif prévisionnel:

1 étude à conduire en 2019 (Biot)

Livrables:

Note technique de diagnostic du site et conclusion technique sur la faisabilité technique d'un projet d'exploitation

Chaque étude communale devra être remise au préalable à la CASA avant transmission à la commune.

Calendrier prévisionnel:

Les échéances de chaque projet seront définies au cas par cas entre la chargée de mission CASA et les services de la CA 06.

### **2.3. Accompagner les communes dans la phase opérationnelle du projet et assister les communes dans leurs projets d'aménagements agricoles et/ou de récréation d'espaces agricoles** (prise en charge 50% partenariat CASA-CA 06 – 50% commune)

L'objectif est d'accompagner les communes qui souhaiteraient mener des projets agricoles sur leur territoire.

Dans cette action, deux hypothèses sont prévues :

- Sur des espaces dont la pré-étude de faisabilité fait apparaître un potentiel agricole correct, le service portera sur :
  - Accompagnement de la commune dans la phase d'élaboration du projet d'installation (chiffrage du projet, analyse de la faisabilité économique, demandes de conformité par rapport aux documents d'urbanisme, eau, définition de la répartition des investissements de la commune et l'exploitant, etc)
  - Accompagnement de la commune dans la phase de sélection de l'exploitant (appel à candidature, présélection des candidats, visite terrain avec candidats présélectionnés, analyse technico-économique des candidatures, sélection des candidats) et dans la phase de contractualisation (accompagnement des candidats).
  - Accompagnement de la commune dans le suivi de l'installation du porteur de projet
- Sur des espaces qui, suite à l'étude en phase 2.2, n'auraient pas de potentiel agricole évident, la Chambre d'agriculture pourra alors conseiller la commune dans les aménagements, travaux et infrastructures à effectuer, préalables nécessaires à une remise en activité agricole, préconisations effectuées en fonction des productions conjointement envisagées entre la Chambre d'agriculture, la CASA et la commune.

Dans les deux hypothèses, **les communes seront invitées à effectuer leur saisine auprès de la CASA qui saisira ensuite la Chambre d'agriculture.**

Il sera demandé à la commune de contractualiser directement avec la Chambre d'agriculture à hauteur de 50% du montant global de l'action (prise en charge partenariat CASA-CA 06 : 50%). Ceci permettra d'ajuster au mieux les missions en fonction des besoins précis et surtout engagera et impliquera la commune en tant que porteur de projet.



Objectif prévisionnel:

3 projets communaux à accompagner en 2019 – (dont Le Rouret)

Livrables:

Compte-rendu de faisabilité opérationnelle du projet

Chaque étude communale devra être remise au préalable à la CASA avant transmission à la commune.

Calendrier prévisionnel:

Les échéances de chaque projet seront définies au cas par cas entre la chargée de mission CASA et les services de la Chambre d'Agriculture

Le nombre d'études et de projets communaux pourra varier en fonction des opportunités présentes sur le territoire.

La CASA, par son animation auprès des communes, se charge de faire émerger de nouveaux projets.

Egalement, et dans l'esprit de ce partenariat et de la note méthodologique réalisée conjointement avec le PNR, la CASA s'engage à encourager les communes à développer des projets agricoles en lien avec la Chambre d'Agriculture et à communiquer et mettre en contact toutes les communes porteuses d'une ambition agricole avec la CA 06.

➤ **AXE 2 : Appui à l'émergence et la mise en œuvre de projets collectifs**

▪ **Objectif 3 : Poursuivre les réflexions pour répondre aux attentes de solution en matière d'atelier de transformation des exploitations du territoire**

Cette action est proposée en partenariat avec la Communauté d'agglomération du pays de Grasse. En effet, les précédentes études menées sur ce sujet ont fait apparaître des réalités de besoins et de pratiques communs aux exploitations de ces deux entités administratives.

Il est donc proposé, pour les actions menées dans le cadre de cet Axe 2, d'étendre le champ d'intervention au territoire du Pôle métropolitain Cap Azur.

Le coût et le temps passé sur ce projet sera donc répartis entre la Chambre d'Agriculture, la CASA et la CAPG.

**3.1. Approfondir les volumes de produits et déterminer un coût de transformation**

La Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes se proposait en 2017 d'accompagner la collectivité à la création d'un groupe de producteurs moteurs pour la mise en place d'un atelier de transformation collectif.

Une réunion de restitution des travaux a été réalisée dans le cadre de la convention CASA-CA 06 2018 et a fait apparaître la volonté de quelques exploitants agricoles de poursuivre les réflexions.

La CA 06 approfondira donc les volumes de produits (essentiellement issus de productions en élevage) susceptibles d'être intéressés par une solution de transformation nouvelle. Elle se reposera sur des enquêtes de terrain pour permettre une récupération de l'information au plus près des exploitants.

Egalement, elle déterminera, à partir de cette base, un coût moyen de transformation, qui prendra vraisemblablement la forme d'une fourchette de coût au kilo.



Livrables:

Récapitulatif des volumes susceptibles d'être transformés et coût lié

Organisation d'une réunion de présentation de ces résultats à la CASA et la CAPG et agriculteurs concernés

Rédaction du compte-rendu de réunion

Calendrier prévisionnel:

2eme semestre 2019

**3.2. Réaliser un état des lieux des ateliers de transformation existants sur les territoires de la CASA et de la CAPG (et plus largement du département)**

Les travaux réalisés sur ce sujet les années précédentes n'ont pas permis de faire émerger un groupe d'agriculteurs à même de prendre en charge la création et le fonctionnement d'un nouvel atelier de transformation collectif.

Cependant, le besoin demeure exprimé.

Parallèlement, des ateliers de transformation existent déjà sur les territoires, d'autres sont en cours d'étude.

L'objectif de cette action sera de dresser un état des lieux des ateliers de transformation existants, ou en projet, intégrant leur localisation, leur fonctionnement, leurs particularités, leurs coûts, etc... en vue d'une éventuelle mise en relation entre ces outils et les besoins exprimés par les exploitants agricoles locaux.

Livrables:

Rapport présentant un état des lieux des ateliers de transformation existants

Réunion de présentation de cet état des lieux aux exploitants agricoles du Pôle métropolitain Cap Azur

Calendrier prévisionnel:

2eme semestre 2019

**Article 3 : DETERMINATION DU COUT DES ACTIONS**

Le coût total estimé éligible du programme d'actions sur la durée de la convention est évalué à **20 160 €**. Dans chaque axe, il sera proposé un coût par action conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

Ce budget pourra faire l'objet d'un avenant (en particulier pour l'axe 1) en fonction des projets d'installation qui émergeront sur les communes.

**La Chambre d'Agriculture s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

La Chambre d'Agriculture s'engage à mobiliser les ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre du plan d'actions et, par conséquent, à la réussite de ce partenariat.

La CASA s'engage à mettre en œuvre tous les moyens humains et techniques, notamment le partage de l'information, et à faire le lien entre les communes et la Chambre d'Agriculture pour contribuer à la réussite de ce partenariat.

## **Article 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. pour 2019 est de **10 080 €**.  
Le financement du montant restant de **10 080 €** est assuré par la Chambre d'agriculture.

Cette subvention sera versée en 2 temps : 50 % à compter de la date d'exécution de la présente convention, les 50 % restant seront versés si les conditions prévues aux articles 5 et 6 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de la Chambre d'Agriculture par mandat administratif.

## **Article 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION**

### **5.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires**

La Chambre d'Agriculture s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre du programme d'actions à partir des livrables définis dans la convention cadre et dans l'article 2 de la présente convention (tableau de bord de suivi de la convention).

La C.A.S.A. procédera conjointement avec la Chambre d'Agriculture à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions selon les modalités décrites dans la convention cadre et de l'article 2 de la présente convention.

La Chambre d'Agriculture et la C.A.S.A. s'inviteront réciproquement à des séances plénières tout au long de la durée du partenariat. Elles se transmettront leur rapport d'activité et financier.

### **5.2 Bilan final –Evaluation définitive**

La Chambre d'Agriculture s'engage à produire un bilan annuel comprenant tous les livrables (études réalisées et compte-rendu des réunions et entretiens réalisés) définis dans la convention et le rapport annuel d'activités détaillant le travail réalisé et le nombre de jours affectés à chaque action. Ce rapport devra également préciser les opportunités et points de blocage rencontrés et les perspectives de l'année suivante.

Le rapport annuel financier sera transmis au plus tard le 30 avril de l'année suivante.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

## **Article 7 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est valable pour l'année 2019, pour les actions réalisées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019.

La convention sera prorogée jusqu'au 30 avril 2020 pour la remise des justificatifs et des rendus attendus et le paiement du solde de la convention.

## **Article 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A des conditions d'exécution de la convention par la Chambre d'Agriculture, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la participation financière ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **Article 9 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les deux parties, fera l'objet d'un avenant, excepté ce qui concerne le montant de la subvention.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

## **Article 10 : RESILITATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mis en demeure.

## **Article 11 : ELECTION DU DOMICILE**

Le Tribunal Administratif de Nice compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Nice, le

En triple exemplaire

Le Président de la Chambre d'agriculture

Le Vice-Président de la CASA délégué à  
l'agriculture et au développement rural

**Michel DESSUS**

**Gérald LOMBARDO**

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 29/04/2019  
Numéro : BC\_2019\_061  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes - Convention d'application 2019  
Matière : 8.8 - Environnement

**Interlocuteur**

Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 1sDJIGq

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 09/05/2019  
Identifiant : 006-240600585-20190429-BC\_2019\_061-DE

**Acte reçu**

Date : 29/04/2019  
Numéro interne : BC\_2019\_061  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 8  
Objet : Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes - Convention d'application 2019  
Classification utilisée : 28/11/2018  
Document : 99\_DE-006-240600585-20190429-BC\_2019\_061-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_DE-006-240600585-20190429-BC\_2019\_061-DE-1-1\_2.PDF

N